Protection de la vie privée

dement concernant «les personnes et le lieu»—nous en arrivons au point que tous nous voulons éviter, soit l'utilisation de ce dispositif par la police afin d'assurer une surveillance générale plutôt que pour obtenir des preuves sur une infraction particulière. La règle du droit se fonde sur le principe que les gouvernements peuvent protéger les citoyens sans faire quoi que ce soit d'injuste ou d'immoral eux-mêmes. Nous ne réussirons pas à établir une société soumise aux lois tant que les gens ne respecteront pas la loi, ne respecteront pas ceux qui l'exécutent et, ce qui importe le plus, tant qu'ils ne respecteront pas les moyens employés pour faire exécuter la loi.

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je dois dire pour commencer qu'il me semble un peu étrange d'entendre certains députés parler d'intransigeance et de la position d'un ministre lorsqu'un bill revient à la Chambre. D'autres députés ont parlé de la souplesse avec laquelle ce bill a été étudié, d'une façon générale. Le bill a été remanié en grande partie sur les principales recommandations du comité parlementaire, un comité dont les membres n'étaient pas divisés mais d'accord dans l'ensemble.

Je trouve amusant que, tandis que le très honorable représentant de Prince-Albert (M. Diefenbaker) propose un amendement sur une question que le comité a décidé de ne pas inclure au bill, le député de New Westminster (M. Leggett) m'accuse d'avoir tort de proposer toute modification au travail du Comité. A mon avis, c'est parce qu'à la Chambre, nous pouvons discuter de ces questions de façon définitive au milieu d'une assemblée regroupant tous les partis. Je ne mets pas en question le droit du député de Prince-Albert à essayer de renverser la décision du comité, un comité de gouvernement minoritaire, qui a maintenu le pouvoir d'urgence que prévoit le bill, pas plus que je ne mets en question l'à-propos de sa démarche.

La disposition relative au pouvoir d'urgence représente une toute petite partie du secteur d'application du bill. J'aimerais insister sur le fait qu'elle ne représente qu'un petit secteur, en me rappelant le timbre de voix que seul le très honorable représentant de Prince-Albert peut atteindre et qui l'a fait paraître énorme. Le fait est que dans le domaine des permissions en cas d'urgence, deux formes de protection extrêmement importantes sont en jeu, en ce qui concerne l'emploi de dispositifs d'écoute électronique. Il y a la pleine responsabilité politique du procureur général qui doit lui-même, ou par l'entremise d'une personne spécialement désignée aux fins de l'article, autoriser l'emploi de dispositifs d'écoute électronique dans un cas d'urgence. En outre, la personne désignée par le procureur général doit être convaincue que les autres dispositions relatives à l'écoute clandestine sont respectées, c'est-à-dire que d'autres méthodes d'enquête ont peu de chance de succès ou que d'autres ont échoué, et que l'urgence de la situation a justifié le recours à cette procédure. Elle doit être convaincue de tout cela. En outre, elle doit être convaincue qu'il n'y a pas assez de temps pour présenter une demande au juge en vue d'obtenir cette autorisation—ce qui est pour les agents des forces de l'ordre la façon normale de procéder pour obtenir l'autorisation prévue aux termes du bill.

Je comprends difficilement comment certains députés peuvent contester à ce point l'idée de s'en remettre à l'autorité du procureur général dans ce cas, alors qu'ils soutiennent en même temps qu'il ne devrait pas être question de faire intervenir les juges. C'est la position qu'ont prise certains députés tant du Nouveau parti démocratique que du parti conservateur au stade de la deuxième lecture du bill. Je crois que le député de St-Paul's (M. Atkey) a

abondé dans ce sens. L'entière responsabilité du procureur général est mise en jeu dans l'octroi de ces autorisations en cas d'urgence. Elles ne sont valables que pour 36 heures et doivent être utilisées dans les situations où la chose presse tellement qu'il n'est pas possible de rejoindre un juge à temps. En plus d'autoriser la demande, le procureur général doit faire rapport de ce qui s'est passé. Si les députés regardent les dispositions concernant les rapports à faire, ils verront qu'elles sont vraiment très circonstanciées. Les rapports doivent être rendus publics, révélant ainsi ce qui s'est fait à l'étude du public et des politiciens.

Dans le cas des autorisations d'urgence—le député de New Westminster semble n'avoir pas compris ce point—le procureur général doit indiquer que la permission a été suivie d'une demande ou qu'il l'a révoquée. La loi stipule que le mandataire qui a accordé une telle permission doit promptement faire rapport au procureur général pour que celui-ci puisse prendre les autres mesures qui s'imposent. Il doit dire s'il a révoqué cette permission, ce qui, de toute évidence, fournira l'occasion aux politiciens de se renseigner sur l'usage qu'on a fait d'une telle permission qui a pu être révoquée. Si une demande est faite, le procureur général doit indiquer s'il a ou non approuvé l'octroi d'une permission d'urgence. Ici encore, l'usage précis qui a été fait de la permission peut faire l'objet d'un débat politique. Nous nous sommes appliqués à prévoir les circonstances qui surviendraient en cas d'abus bien qu'il faille reconnaître que la responsabilité fondamentale du bon fonctionnement dans ce domaine dépendra de l'intégrité et de l'attitude des personnes responsables qui ont été élues à ces charges et de la façon dont notre processus électoral les tiendra responsables de leurs actes. C'est ce qui transparaît dans tout le bill dont nous sommes saisis.

Pourquoi ces dispositions sont-elles nécessaires, demande le très honorable représentant de Prince-Albert. Il l'a demandé à l'étape de la deuxième lecture. Au comité, on a cité bon nombre d'exemples de situations dans lesquelles les permissions de ce genre pourraient être nécessaires. J'ai fait allusion à un cas précis que la police nous a signalé. Un faux-monnayeur connu était monté à bord d'un avion qui reliait deux villes de l'Est en 50 minutes. La police disposait de 50 minutes pour se préparer à l'arrivée du passager de façon à obtenir la preuve de ce qu'elle soupçonnait être une conspiration en vue de contrefaire de la monnaie. Elle avait 50 minutes et l'arrivée de l'avion était prévue pour 2 heures du matin. Il aurait été difficile même de mettre en place à temps le dispositif d'écoute nécessaire.

● (1440)

Je pourrais mentionner un autre exemple qui n'a pas été signalé au comité mais dont la police nous a fait part. Un trafiquant de drogues reconnu était monté à bord d'un avion. A son arrivée à destination, un chien policier a décelé la présence de marijuana dans les bagages de cet homme. Pour prouver qu'il y avait complot et non simplement possession de drogue, il fallait suivre le suspect jusqu'à son lieu de rendez-vous. L'installation d'un dispositif dans ces bagages s'imposait si l'on voulait intercepter sa conversation avec les complices. L'équipage de l'avion n'a pu retenir les bagages que quelques instants, mais on a réussi à installer le dispositif en question.

Cela nous donne une idée des situations qui peuvent se présenter. Une personne désignée par un procureur général pour des cas d'urgence comme celui-là pourrait être en mesure de réussir, alors qu'un mandat ou une demande faite à un juge à 2 heures du matin ne donnerait peut-être